Les querelles fonciÃ¨res dans l'Est du Congo menacent l'accord de paix de Trump

@rib News,Â 05/09/2025 â€“ SourceÂ ReutersDe retour sur les terres qu'ils avaient fui lors de l'offensive violente des rebelles du M23, certains agriculteurs de l'Est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo ont eu une mauvaise surpriseÂ : leurs champs de choux-fleurs et de choux ont Ã©tÃ© investis par de nouveaux arrivants, parmi lesquels des Rwandais.
Ces tensions pourraient compliquer les efforts visant Ã instaurer la paix et Ã attirer les investissements dans une rÃ©gion ravagÃ©e par la guerre, mais essentielle pour la production de minerais stratÃ©giques tels que le coltan, le cobalt, le cuivre et le lithium.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Le Rwanda et la RDC ont signÃ© en juin un accord de paix nÃ©gociÃ© par l'administration du prÃ©sident amÃ©ricain Donald Trump. Des pourparlers de paix entre la RDC et le M23 Ã Doha devaient aboutir Ã un accord le mois dernier, mais ont Ã©tÃ© retardÃ©s. Le problÃ¨me des litiges fonciers est devenu si rÃ©pandu -- avec des centaines de cas documentÃ©s, selon des donnÃ©es inÃ©dites de l'ONU consultÃ©es par Reuters -- que le M23 a mis en place un Â«Â centre d'arbitrageÂ Â» pour les rÃ©soudre, a indiquÃ© un haut responsable rebelle. Â«Â Les conflits fonciers peuvent toujours alimenter la violence s'ils ne sont pas correctement traitÃ©s et si les structures Ã©tatiques ne sont pas suffisamment solides et Ã©quipÃ©es pour les gÃ©rerÂ Â», explique Fred Bauma, directeur du groupe de recherche congolais Ebuteli. Â«Â Dans le cadre des accords de Doha, cette question devra Ãªtre abordÃ©e.Â Â» Abdu Djuma Burunga, 49 ans, a fui la ville agricole de Kibumba il y a trois ans, au dÃ©but de la rÃ©surgence du M23 soutenu par le Rwanda, qui a menÃ© cette annÃ©e une offensive Ã©clair Ã travers provinces du Nord et du Sud-Kivu. Les combats ont fait des milliers de morts et dÃ©placÃ© des centaines de milliers de personnes. Mais l'Alliance Fleuve Congo, la coalition rebelle incluant le M23, souhaite dÃ©sormais dÃ©montrer sa capacitÃ© Ã gouverner et Ã rÃ©tablir l'ordre. Ses forces ont dÃ©mantelÃ© les camps oÃ¹ s'Ã©taient rÃ©fugiÃ©s des personnes comme Bur les invitant -- ou les forÃ§ant -- Ã rentrer chez eux. Ã€ son retour Ã Kibumba en avril, Burunga a dÃ©couvert sa maison en bois, autrefois en bon Ã©tat, en ruines. Ses champs Ã©taient exploitÃ©s par des inconnus qui Â« ont pris nos biens et occupÃ© nos terres Â», raconte-t-il. Ils portaient des vÃªtements civils et buvaient de la biÃ¨re avec des combattants du M23, conversant en kinyarwanda, la langue rwandaise, prÃ©cise Burunga, qui a rencontrÃ© ce groupe de cinq personnes et les a vus aller et venir Ã la frontiÃ¨re. Reuters n'a pas pu confirmer de maniÃ¨re indÃ©pendante leur identitÃ© ni leur nationalitÃ©. Bien qu'il ait fait appel aux responsables locaux nommÃ©s par le M23, Burunga a dÃ» attendre quatre mois avant de rÃ©cupÃ©rer ses terres, le temps que les nouveaux occupants rÃ©coltent ce qu'ils avaient plantÃ©. Il a repris possession de ses terres en aoÃ»t. CENTAINES DE CAS Ailleurs Ã Kibumba, Mukumunana Penina, une nouvelle venue rwandaise, affirme qu'elle savait cultiver une terre appartenant Ã un agriculteur congolais ayant fui. Elle a dÃ©clarÃ© Ã Reuters Ãªtre venue sur cette terre sans encouragement du M23. Â«Â Ce champ appartient Ã un citoyen congolais. Je ne connais mÃªme pas son nom. Je l'ai occupÃ© en y plantant des pommes de terre. Je suis rwandaise, je n'ai occupÃ© ce champ que pour survivreÂ Â», explique-t-elle. Reuters a interrogÃ© six Congolais dÃ©placÃ©s qui, de retour sur leurs terres dans l'est du pays, les ont trouvÃ©es occupÃ©es. Selon une enquÃªte de l'Agence des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s menÃ©e en fÃ©vrier et mars, consultÃ©e par Reuters, 200 familles Ã Goma, la plus grande ville de l'est du Congo, ont dÃ©clarÃ© ne pas pouvoir retourner sur leurs terres agricoles, souvent parce que d'autres y vivaient et y travaillaient. Ce chiffre reprÃ©sente environ 10 % des personnes interrogÃ©es. L'enquÃªte ne prÃ©cisait pas qui avait pris possession des terres. L'occupation par des Rwandais est un sujet sensible. Un rapport d'experts de l'ONU publiÃ© en juillet a affirmÃ© que le Rwanda exerÃ§ait un commandement sur le M23 et que Kigali visait en partie Ã Â«Â conquÃ©rir de nouveaux territoiresÂ Â» dans la rÃ©gion. Kigali nie soutenir le M23 mais reconnaÃ®t avoir dÃ©ployÃ© des forces dans l'est du Congo, affirmant qu'elles agissent en lÃ©gitime dÃ©fense contre l'armÃ©e congolaise et des miliciens hutus. Un porte-parole du gouvernement rwandais n'a pas rÃ©pondu Ã une demande de commentaire sur l'Ã©ventuelle volontÃ© de Kigali de s'emparer de terres dans l'est du Congo. Le haut responsable rebelle a niÃ© que la plupart des nouveaux arrivants Ã©taient rwandais, les dÃ©crivant comme des Tutsis congolais qui, craignant les milices hutus, avaient traversÃ© la frontiÃ¨re depuis le gÃ©nocide rwandais de 1994. Le responsable affirme que le centre d'arbitrage a Ã©tÃ© crÃ©Ã© aprÃ¨s la prise de Goma par le M23, et que parfois les nouveaux arrivants acceptaient de partir, ou qu'un partage des terres Ã©tait convenu avec les anciens propriÃ©taires. Il a assurÃ© qu'il n'existait pas de politique de saisie des terres, tout en reconnaissant que certains abus liÃ©s Ã la terre avaient eu lieu.
Source Reuters - Traduit par Zonebourse

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});